



Trump consacre des décennies de politique US sur la Palestine et Israël : et maintenant ?

Description

Noura Erakat à Jadalya 23 janvier 2017

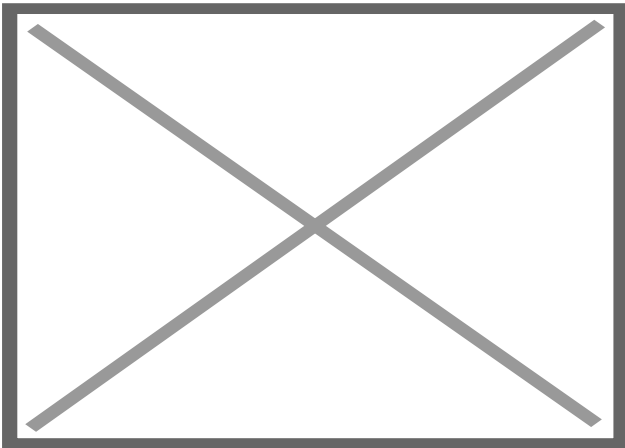


Photo : Des agriculteurs palestiniens d'Abu Dis et des membres de mouvements populaires dans leur camp monté en signe de protestation à la périphérie de Jérusalem, en février 2015. (Juliane Kravik, via Flickr)

Fin juin 1967, et juste avant l'annexion unilatérale de Jérusalem-Est, le ministre des Affaires Étrangères britannique, Brown, a averti Israël que « s'il (Israël) prétend annexer la Vieille Ville ou l'aggraver en vue de son annexion, il prendrait une mesure qui, non seulement, isolera de l'opinion mondiale, mais lui fera perdre aussi son capital de sympathie ». Et quand Israël a annexé Jérusalem-Est, le 28 juin 1967, au grand jour et alors qu'était en cours le débat diplomatique qui a conduit à la Résolution 242 du Conseil de Sécurité, l'Assemblée générale a voté à l'unanimité deux résolutions (les résolutions 2253 et 2254 du Conseil de Sécurité) condamnant l'annexion et

demandant Israël d'annuler toutes les actions prises pour modifier le statut de Jérusalem. Le Royaume-Uni a voté en faveur des deux résolutions, les États-Unis se sont abstenus en exprimant leur opposition à une expansion territoriale. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de déplacer leur ambassade de Tel Aviv à Jérusalem en signe de protestation. Pour détourner les critiques, l'ambassadeur israélien aux Nations-Unies a prétendu que les actions israéliennes n'étaient pas une annexion, mais qu'elles étaient simplement administratives. Quant aux avertissements cinglants et aux critiques, Israël les a tout simplement ignorés et il n'en a subi que peu de conséquences dans les décennies qui ont suivi.

Aujourd'hui, cinquante ans après l'occupation par Israël de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et de la bande de Gaza, Israël a officiellement annexé Jérusalem-Est et, sans retenue, il revendique une « Jérusalem indivisible » comme une question de droit. Le Président élu des États-Unis, Donald Trump, promet de déplacer l'ambassade US à Jérusalem. Ses conseillers les plus proches soutiennent financièrement les colonies de peuplements israéliennes illégales et désavouent le statut d'Israël de puissance occupante. La nouvelle Administration US s'aligne sur les intérêts les plus droits de la Knesset israélienne, lesquels sonnent le glas d'un État palestinien et vantent les mérites de leurs projets d'une annexion de droit de la Zone C, soit de 62 % de la Cisjordanie, inaugurant ainsi une réalité indéniable d'apartheid. Au regard de ces perspectives, les observateurs non initiés sont à juste titre horrifiés de voir les États-Unis sur le point de conduire le Moyen-Orient dans une trajectoire accélérée et explosive.

Mais pour ceux qui s'y intéressent de près, ce scénario de fin du monde est tiré par les cheveux. Il repose sur l'hypothèse que Trump s'apprête à révolutionner la politique US pour le Moyen-Orient alors qu'au mieux, son Administration ne fera qu'accroître, de manière inconsciente, la politique traditionnelle des États-Unis. Même si l'Administration Obama a utilisé ses derniers jours de fonction pour bel et bien critiquer ouvertement Israël et s'abstenir de faire d'railler les efforts internationaux au Conseil de sécurité, elle n'en a pas moins consacré huit années de gouvernance à préparer le chemin sur lequel Trump s'embarque maintenant. Elle a utilisé son premier veto au Conseil de sécurité pour abattre une résolution anti-colonisation en 2011 ; elle a fait d'railler la tentative pour un État de Palestine en 2011-12 ; elle a écarté la tentative de 2015 d'établir un calendrier pour la fin de l'occupation israélienne ; elle a sapé tous les efforts internationaux visant à soumettre les conclusions du rapport Goldstone à la Cour pénale internationale ; et, pour compléter son triste héritage, l'Administration Obama a porté son aide militaire de 3 à 3,8 milliards de dollars chaque année pour les dix ans à venir. La politique de Trump va poursuivre cet héritage sans en être une rupture.

Nous devrions faire très attention à ne pas diaboliser la position de Trump sur la Palestine, non parce qu'elle n'est pas effroyable mais parce qu'elle est en accord avec une politique US pour le Moyen-Orient contre-productive, depuis 1967, et qui nous a amenés à cette réalité actuelle. Cette politique est opposée à l'agrandissement territorial israélien dans les mots, mais dans les faits, elle a favorisé cette expansion. Traiter correctement cette condition exige que nous regardions bien au-delà de Trump comme source du problème, et que nous examinions le rôle des USA en tant que médiateur malhonnête pour la paix, et partenaire actif dans la consolidation de l'apartheid israélien. Hillary Clinton, avec une Administration démocrate, serait certainement plus raffinée, mais elle n'a pas promis d'alternative bien meilleure. Au cours de l'élaboration de sa plate-forme, le Parti démocrate est aligné sur le langage inspiré par l'AIPAC de la plate-forme de 2012 pour exprimer un soutien sans équivoque à Israël et reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël, auquel il a ajouté un langage afin de s'opposer à « toute tentative de délégitimation d'Israël, y compris aux Nations-Unies ou à travers le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ».

Attribuer à Trump la responsabilité du chapitre à venir au Moyen-Orient, caractérisé par un abandon formel d'un État palestinien et une apologie de l'apartheid israélien, serait une tentative révisionniste visant à blâmer une Administration anormale et d'organiser pour une politique qui a été défendue par des Administrations publiques et démocrates « normales » pendant plus de cinq décennies.

La question est de savoir quelle serait la conséquence à court et long terme d'un aveu de Trump de la politique US de double langage ? Cela pourrait signifier que le Congrès est en mesure de faire front contre les menaces répétées de fermer le bureau de l'OLP aux États-Unis et d'arrêter l'aide à l'Autorité palestinienne. Sur le terrain en Palestine, cela conduirait probablement à une intensification de l'activité de colonisation de peuplement, à l'instar de l'accélération de la trajectoire nouvelle. Israël a annoncé de nouvelles colonies à la suite du vote de rappel à l'ordre du Conseil de sécurité, et il poursuivra sûrement l'expansion des colonies, avec maintenant moins d'ironie.

Si la Knesset concrétise son serment d'annexer la Zone C, 62 % de la Cisjordanie, il n'est pas certain cependant qu'un soutien de l'Administration US puisse protéger Israël contre les discriminations négatives des autres États, notamment des membres de l'Union européenne. Le scénario le plus probable sera une politique d'annexion rampante par opposition à une annexion en bloc du territoire, comme l'a montré le Premier ministre Netanyahu en obligeant son cabinet à différer ses initiatives législatives proposant l'annexion.

Que les États arabes se mobilisent et agissent, cela dépend de toute une série de facteurs inconnus concernant leur propre intérêt national. La réponse idéale serait de suspendre leurs liens avec Israël et les États-Unis mais pour plusieurs États, notamment l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie, la première préoccupation est de conserver le patronage US. L'abrogation de la Résolution du Conseil de sécurité par Abdel Fattah al-Sisi de l'Égypte suite aux promesses du soutien US par le Président Trump est un exemple concret que les États arabes n'agissent pas d'une manière attendue et uniforme.

Beaucoup prétendent une augmentation des attaques armées par les Palestiniens et peut-être est-ce exact mais si tel était le cas, ce serait plus probablement une série d'attaques non coordonnées lancées par des individus croyant n'avoir rien à perdre. Mais un soulèvement civil massif dans la population palestinienne est peu probable pour deux raisons. La première, c'est que depuis l'Intifada al-Aqsa (2000-2005), Israël a élargi radicalement son recours à la force contre les Palestiniens, et dans le cas d'un soulèvement qui se répéterait, il agirait probablement sans aucune retenue. Cela signifie que plutôt que d'arrêter les Palestiniens, ou même de leur infliger des couvre-feux ou des sanctions financières exorbitantes pour manifester, les forces armées israéliennes tireraient pour tuer et blesser. Même si cela provoquait une réaction plus militarisée, celle-ci serait exclusive de la majorité des communautés palestiniennes, hommes et femmes, qui ne portent pas d'armes.

La seconde raison, c'est que soutenir un soulèvement de masse et lui permettre de supporter ces discriminations violentes serait improbable sans un changement révolutionnaire dans la direction palestinienne. Depuis les Accords de paix d'Oslo, la direction officielle a été un élément d'une stratégie d'endiguement et a œuvré pour alléger le fardeau de l'occupation et le rendre plus supportable plutôt que de lui résister. Elle a abandonné la confrontation pour des subtilités et semblent agir comme des diplomates ayant un État réel, plutôt que comme des représentants d'un peuple occupé, sans État, qui se voit refuser ses droits et libertés les plus fondamentaux depuis cinq décennies et plus, et qui continue de l'être.

Bien avant la victoire électorale de Trump, Israël et les Palestiniens se trouvaient dans une position d'attente critique et explosive. Depuis le début, et dans des temps apparemment « plus calmes », les

Palestiniens endurent une violence structurelle brutale. Les Palestiniens auraient dû depuis longtemps changer les règles du jeu régulant la question de la liberté palestinienne, et bien qu'il soit regrettable que Trump les ait devancés, le point essentiel est qu'ils doivent finalement s'orienter vers une action plus directe. La meilleure chose que l'Administration Obama a faite pour les Palestiniens a été de s'abstenir au Conseil de sécurité et, ce faisant, de sortir la question des eaux stagnantes des négociations bilatérales, et de la renvoyer sur la scène internationale.

La direction palestinienne doit prendre la suite et poursuivre l'internationalisation du conflit, afin de légitimer le projet colonial d'Israël, de demander aux États d'imposer des sanctions économiques et militaires à Israël, et de soutenir un mouvement populaire BDS robuste et mondial. Rien n'empêchera que la dévolution des conditions sur le terrain soit marquée par des confrontations violentes, aussi, la question ne doit pas être comment éviter la violence, mais comment nous pouvons parvenir à une solution viable et juste.

Ce qui devrait être clair sans le moindre doute possible maintenant, c'est que les États-Unis et Israël n'ont pas cette réponse, et qu'ils sont incapables de manœuvrer unilatéralement. Pour cela, nous pouvons dire merci à Trump.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Jaddaliya](#)

date créée
2017/01/30